



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE  
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

DIRECTION  
DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE  
L'ENVIRONNEMENT  
ET DES AFFAIRES  
CULTURELLES

**INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRETE PREFECTORAL N° 03/IC/230  
FIXANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES  
A L'UNION COOPERATIVE AGRICOLE D'ALIMENTATION  
DU BETAIL DU PAYS BASQUE A AICIRITS**

RÉF. D.C.L.E. 3  
Affaire suivie par :  
Monique CLAMENT

Tél : 05.59.98.25.41  
MC/BM

**LE PREFET DES PYRENEES ATLANTIQUES,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85/IC/064 autorisant l'U.C.A.A.B. à implanter et à exploiter une usine de fabrication d'aliments pour le bétail ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90/IC/141 autorisant l'U.C.A.A.B. à procéder à l'extension de ses installations d'AICIRITS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 98/IC/355 fixant des prescriptions complémentaires à l'U.C.A.A.B. dans le cadre de l'exploitation de son usine de fabrication d'aliments pour le bétail ;

VU le dossier présenté par l'Union Coopérative Agricole d'Alimentation du Bétail du Pays Basque – UCAAB – en date du 05 mars 2001 en vue d'une part d'augmenter ses capacités de stockage et d'autre part d'utiliser un produit étiqueté toxique ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 1<sup>er</sup> août 2002 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 19 septembre 2002 ;

.../...

**CONSIDERANT** que l'augmentation des capacités de stockage est de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation initiale ;

**CONSIDERANT** que l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients ne peuvent être prévenus par des mesures spécifiées par arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'imposer des prescriptions complémentaires à l'Union Coopérative Agricole d'Alimentation du Bétail du Pays basque pour l'exploitation de son établissement à Aïcirits ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées Atlantiques ;

### **ARRETE**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n°98/IC/355 du 24 décembre 1998 est remplacé par un article ainsi rédigé :

« **Article 1<sup>er</sup>** : L'Union Coopérative Agricole d'Alimentation du Bétail, dont le siège social est sis à AICIRITS – 64120, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations d'AICIRITS, au lieu dit Escutary.

Ces installations sont visées par les rubriques ci-après, de la nomenclature des installations classées :

.../...

Activités et Installations	Éléments caractéristiques	Rubrique	Classement
Polychlorobiphényles, polychloroterphényles, utilisation de composants, appareils,.. imprégnés	2 transformateurs pyralène : 600 litres	1180.1	D
Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	1 cuve 30 m3 propane, remplie à 85% soit 13 t	1412.2	D
Silos et installations de stockage de céréales..	Volume total 8010 m <sup>3</sup>	2160.2	D
Broyage, concassage,.. des substances végétales et tous produits organiques	P. installée : 830 kW	2260.1	A
Combustion	Groupe électrogène : 2,4 MW Chaudière : 1.5 MW	2910.A.2	D
Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques, liquides	Stockage et emploi de formol à 30%, 2 tonnes	1131.2.c	D
Stockage de matières produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts	Volume total 11500 m <sup>3</sup>	1510.2	D

## **ARTICLE 2 :**

Il est ajouté, au titre « II- Dispositions particulières » de l'article 2 de l'Annexe n°1 à l'arrêté n° 90/IC/141 du 1<sup>er</sup> août 1990, deux paragraphes ainsi rédigés :

### **«6) Installations de stockage :**

Les installations de stockage sont aménagées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté type n°183 ter.

### **7) Substances et préparations toxiques:**

Les installations de stockage ou emploi des substances et préparations toxiques sont aménagées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté type 1131.

.../...

**ARTICLE 3 :**

La mise en œuvre des mesures ci-après, rendues nécessaires pour la prévention du risque, est réalisée dans les délais suivants :

15 jours	Rédaction d'une consigne de mise en sécurité des installations ;
15 jours	Vérification de la ressource en eau disponible au niveau des poteaux d'incendie internes.
15 jours	Signalisation des zones de dangers ;
1 mois	Modification et contrôle des systèmes d'ouverture manuelle des exutoires de fumées de la tour de fabrication ;
1 mois	Mise en place d'évents de décharge sur le broyeur ;
1 mois	Mise en place d'un contrôle quantitatif de la quantité de solution de formol délivrée ;
1 mois	Déplacement des locaux du personnel ;
1 mois	Mise en place de sondes thermométriques au niveau des cellules extérieures de stockage ;
3 mois	Mise en place et contrôle de lanterneaux dans le hangar de stockage ;
3 mois	Mise en place, après étude complémentaire de surfaces de décharge dans les cellules béton ;

**ARTICLE 4 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés .

**ARTICLE 5 :**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie et pourra y être consultée par les personnes intéressées .

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée à la mairie où elle peut être consultée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire d'AICIRITS .

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation .

En outre, un avis sera publié par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département .

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté doit être conservé et présenté par l'exploitant à toute réquisition .

.../...

**ARTICLE 7 : Délais et voie de recours :**

En application des dispositions de l'article 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Pau, par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

**ARTICLE 8 :**

- M. le Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- M. le Maire d'Aicirits,
- M. le Sous-Préfet de Bayonne,
- M. l'Inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à l'Union Coopérative Agricole d'Alimentation du Bétail du Pays Basque (U.C.A.A.B.) .

Fait à Pau, le **7 AVR. 2003**

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Pour ampliation,  
Le Chef du Bureau de l'Environnement  
et des Affaires Culturelles,

  
Eliane VILLAFRUELA

Signé : Alain ZABULON

